

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 38.862/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 26 juillet 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "désignant les infractions graves par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière", a donné le 23 août 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

Formalité préalable

L'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose que les Gouvernements des Régions sont associés :

"à l'élaboration des règles de police générale et de la réglementation relatives aux communications et aux transports, ainsi qu'aux prescriptions techniques relatives aux moyens de communication et de transport".

Conformément à cette disposition, l'examen de l'avant-projet d'arrêté royal "désignant les infractions par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière" a été inscrit à l'ordre du jour de la réunion du 8 juin 2005 de la Conférence interministérielle pour la Mobilité, l'Infrastructure et les Télécommunications.

Le procès-verbal de cette réunion figurant dans le dossier joint à la demande d'avis, ne mentionne cependant pas que cet avant-projet d'arrêté y aurait été effectivement examiné.

Il revient dès lors à l'auteur du projet de vérifier que cette formalité préalable a bien été menée à son terme.

.../...

Fondement légal

Le projet examiné trouve son fondement légal dans l'article 29, § 1^{er}, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, tel que remplacé par l'article 7 de la loi du 20 juillet 2005 modifiant les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière ⁽¹⁾. Cet article dispose :

"Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, désigner en tant que telles comme infractions du quatrième degré les infractions aux règlements pris en exécution des présentes lois coordonnées qui mettent directement en danger la sécurité des personnes et qui sont de nature à mener presque irrémédiablement à des dommages physiques lors d'un accident et les infractions qui consistent à négliger une injonction d'arrêt d'un agent qualifié. Ces infractions sont punies d'une amende de 40 euros à 500 euros et d'une déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur pour une durée de huit jours au moins et de cinq ans au plus. Lorsque le juge ne prononce pas la déchéance de conduire, il motive cette décision.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, désigner en tant que telles comme infractions du troisième degré les infractions aux règlements pris en exécution des présentes lois coordonnées qui mettent directement en danger la sécurité des personnes et les infractions qui consistent à négliger une injonction d'un agent qualifié. Ces infractions sont punies d'une amende de 30 euros à 500 euros.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, désigner en tant que telles comme infractions du deuxième degré les infractions aux règlements pris en exécution des présentes lois coordonnées qui mettent indirectement en danger la sécurité des personnes et les infractions qui consistent en l'utilisation sans droit de facilités de stationnement pour les personnes handicapées. Ces infractions sont punies d'une amende de 20 à 250 euros."

L'article 32 de la même loi prévoit quant à lui que :

"À l'exception du présent article le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi."

Il convient dès lors de fixer la date d'entrée en vigueur de l'article 7 de la loi du 20 juillet 2005, précitée, en veillant à ce que le projet examiné n'entre pas en vigueur avant la disposition qui lui procure un fondement légal.

⁽¹⁾ Moniteur belge du 11 août 2005.

Observations particulières

Intitulé

La classification actuelle des infractions aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière comprend les infractions ordinaires et les infractions graves des premier, deuxième et troisième degrés.

Dans sa nouvelle rédaction précitée, l'article 29 ne reprend pas la notion d'infraction grave. Les infractions y sont classées en infractions des premier, deuxième, troisième et quatrième degrés.

Il n'y a, par conséquent, plus lieu de se référer, dans l'intitulé en langue française du projet examiné, à la notion "d'infractions graves par degré".

Préambule

Le fondement légal du projet doit être visé, à l'alinéa 1^{er} du préambule, dans les termes suivants :

"Vu les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, notamment l'article 29, remplacé par la loi du 20 juillet 2005;"

L'alinéa 2 du préambule doit être omis.

Dispositif

Article 1^{er}

L'article 1^{er} du projet dispose :

"Lorsque les dispositions de cet arrêté divergent par rapport aux articles de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 concernant le règlement général de la police de la circulation routière et par rapport à l'utilisation de la voie publique à laquelle il est référé, alors les dispositions de cet arrêté sont valables."

.../...

Cette disposition du projet - dont la version française semble être une traduction littérale et maladroite du texte néerlandais - fait l'objet, dans le rapport au Roi, du commentaire suivant :

"L'AR du 22 décembre 2003 posait pas mal de problèmes d'interprétation. Cet AR déterminait explicitement que les termes exacts de l'AR original du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière avaient priorité sur les termes de l'AR du 22 décembre 2003. Vu que les significations dérivées des termes généraux de l'AR du 22 décembre 2003 ne correspondaient pas toujours exactement aux termes de l'AR du 1^{er} décembre 1975, cela a mené à une certaine confusion.

C'est pourquoi il est à présent déterminé que l'AR indiquant les infractions par degré est un AR indépendant. Cela signifie que les termes exacts de l'AR sont utilisés en tant que tels pour juger les infractions. Les références aux dispositions de l'AR du 1^{er} décembre 2003 (lire : 1975) ne représentent qu'une aide. En cas de contradiction entre les deux AR, c'est l'AR indiquant les infractions par degré qui prime."

Il est excessif de qualifier "d'arrêté indépendant" le projet examiné. Celui-ci étant pris sur la base d'une habilitation permettant au Roi de déterminer, parmi les infractions aux règlements généraux, celles qui constituent des infractions des deuxième, troisième et quatrième degrés ⁽²⁾, il ne peut, en effet, se comprendre qu'en relation avec ces divers règlements généraux, et notamment avec l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

Compte tenu de son fondement légal, l'arrêté en projet doit donc se limiter à opérer une classification des infractions définies par les règlements généraux relatifs à la police de la circulation routière, en application des critères définis à l'article 29, § 1^{er}, nouveau, de la loi relative à la police de la circulation routière.

Tant pour ce motif que dans un souci de sécurité juridique, particulièrement importante en matière pénale, l'article 1^{er} du projet doit être omis.

⁽²⁾ Il est à noter que l'habilitation donnée au Roi par l'article 7 de la loi du 20 juillet 2005, précitée, de procéder à la classification des infractions en plusieurs degrés est définie de manière plus précise que celle contenue à l'article 6 de la loi du 7 février 2003 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière, ceci à la suite des arrêts de la Cour d'arbitrage (Arrêts n° 27/2005 du 2 février 2005 et n° 137/2005 du 19 juillet 2005).

Article 2

Dans la phrase introductive de l'article 2 du projet, il n'y a pas lieu de donner l'historique des modifications subies par l'article 29 de la loi relative à la police de la circulation routière, précitée.

Article 3

1. L'article 3, 19°, désigne comme infraction du troisième degré, le fait de ne pas utiliser les feux pour véhicules à moteur comme prescrit dans l'article 30.1. et 30.3.2° de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, précité.

Le fait de ne pas éteindre et remplacer les feux de route d'un véhicule à moteur par les feux de croisement dans les hypothèses définies à l'article 30.1.1°, a), b) et c), de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, précité, est cependant déjà désigné comme infraction du deuxième degré par l'article 2, 21°, du projet.

Il convient dès lors de modifier les articles 2, 21° ou 3, 19°, du projet, afin d'éviter qu'un même manquement ne puisse être considéré à la fois comme une infraction du deuxième et du troisième degré.

Le Conseil d'État n'aperçoit en outre pas ce qui justifierait qu'un manquement à l'obligation définie à l'article 30.1.1°, d), de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, précité, soit considéré comme une infraction du troisième degré, alors que les manquements aux obligations résultant de l'article 30.1.1°, a), b) et c), ne constituent que des infractions du deuxième degré.

2. Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet ⁽³⁾, il convient, à l'article 3, 30°, de ne faire référence qu'aux seuls alinéas 1^{er} à 4 de l'article 40^{ter}, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, précité.

⁽³⁾ comme semble l'indiquer le fait que l'article 40.5. de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, précité, ne soit pas considéré comme une infraction du troisième degré.

3. À l'article 3, 37°, du projet, il convient de lire : "62ter 4° et/en 5°" au lieu de : "61ter 4° et/en 5°".

Article 4

1. L'article 4, 7°, du projet, désigne comme infraction du quatrième degré le fait de se livrer sur la voie publique et sans autorisation spéciale de l'autorité légalement habilitée, à des luttes de vitesse ainsi qu'à des épreuves sportives, notamment des courses ou concours de vitesse, de régularité ou d'adresse (articles 21.6.4° et 50 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, précité).

Il appartient à l'auteur du projet de s'interroger s'il est justifié de qualifier d'infraction du quatrième degré l'interdiction d'effectuer, sur autoroute, des essais techniques des prototypes de véhicules (article 21.6.3°, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975, précité).

2. On peut de même s'interroger si tout manquement aux articles 3, 6, 7 ou 8, de l'arrêté royal du 28 novembre 1997 portant réglementation de l'organisation d'épreuves ou de compétitions sportives pour véhicules automobiles disputées en totalité ou en partie sur la voie publique, doit être considéré comme une infraction du quatrième degré c'est-à-dire qui correspond en droit aux critères fixés par l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, nouveau, précité.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	président du Conseil d'État, président,
	P. LEWALLE,	conseillers d'État,
	P. QUERTAINMONT,	
	J.-C. SCHOLSEM,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

R. ANDERSEN

SV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.862/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 26 juli 2005 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot aanwijzing van de overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen ter uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer", heeft op 23 augustus 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

Voorafgaand vormvereiste

Artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt dat de gewestregeringen worden betrokken bij :

"het ontwerpen van de regels van de algemene politie en de reglementering op het verkeer en vervoer, alsook van de technische voorschriften inzake verkeers- en vervoermiddelen".

Overeenkomstig die bepaling is het onderzoek van het voorontwerp van koninklijk besluit "tot aanwijzing van de overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen ter uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer" ingeschreven op de agenda van de vergadering d.d. 8 juni 2005 van de Interministeriële Conferentie voor Mobiliteit, Infrastructuur en Telecommunicatie.

De notulen van die vergadering, die voorkomen in het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag, vermelden evenwel niet dat dit voorontwerp van besluit er effectief is onderzocht.

Het staat bijgevolg aan de steller van het ontwerp om na te gaan of dat voorafgaande vormvereiste wel degelijk is vervuld.

.../...

Rechtsgrond

De rechtsgrond van het onderzochte ontwerp is artikel 29, § 1, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, zoals het is vervangen bij artikel 7 van de wet van 20 juli 2005 tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer ⁽¹⁾. Dat artikel bepaalt:

"De Koning kan overtredingen van de reglementen uitgevaardigd op grond van deze gecoördineerde wetten die de veiligheid van personen rechtstreeks in gevaar brengen en die van die aard zijn dat ze bij een ongeval bijna onvermijdbaar leiden tot fysieke schade en overtredingen die bestaan uit het negeren van een stopbevel van een bevoegd persoon, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, als zodanig aanwijzen als overtredingen van de vierde graad. Deze overtredingen worden gestraft met een geldboete van 40 euro tot 500 euro en met een verval van het recht tot het besturen van een motorvoertuig voor een duur van ten minste acht dagen en ten hoogste vijf jaar. Wanneer de rechter het verval van het recht tot sturen niet uitspreekt, motiveert hij deze beslissing.

De Koning kan overtredingen van de reglementen uitgevaardigd op grond van deze gecoördineerde wetten die de veiligheid van personen rechtstreeks in gevaar brengen en overtredingen die bestaan uit het negeren van een bevel van een bevoegd persoon, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, als zodanig aanwijzen als overtredingen van de derde graad. Deze overtredingen worden gestraft met een geldboete van 30 euro tot 500 euro.

De Koning kan overtredingen van de reglementen uitgevaardigd op grond van deze gecoördineerde wetten die de veiligheid van personen onrechtstreeks in gevaar brengen en de overtredingen die bestaan uit het onrechtmatig gebruiken van parkeerfaciliteiten voor personen met een handicap, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, als zodanig aanwijzen als overtredingen van de tweede graad. Deze overtredingen worden gestraft met een geldboete van 20 euro tot 250 euro."

Artikel 32 van diezelfde wet bepaalt zijnerzijds :

"Met uitzondering van dit artikel bepaalt de Koning voor elk artikel van deze wet de dag waarop het in werking treedt."

Derhalve moet bij het bepalen van de datum van inwerkingtreding van artikel 7 van de voornoemde wet van 20 juli 2005 ervoor gezorgd worden dat het onderzochte ontwerp niet in werking treedt vóór de bepaling die de rechtsgrond ervan vormt.

⁽¹⁾ Belgisch Staatsblad van 11 augustus 2005.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

De overtredingen van de algemene reglementen vastgesteld ter uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer zijn thans ingedeeld in gewone overtredingen en in zware overtredingen van de eerste, tweede en derde graad.

Artikel 29 bevat in de voornoemde nieuwe redactie niet het begrip zware overtreding. De overtredingen worden er ingedeeld in overtredingen van de eerste, tweede, derde en vierde graad.

Bijgevolg is er geen grond meer om in de Franse lezing van het opschrift van het onderzochte ontwerp te verwijzen naar het begrip "infractions graves par degré".

Aanhef

In het eerste lid van de aanhef moet in de volgende bewoordingen worden verwezen naar de rechtsgrond van het ontwerp:

"Gelet op de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 29, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2005;"

Het tweede lid van de aanhef moet vervallen.

Dispositief

Artikel 1

Artikel 1 van het ontwerp bepaalt :

"Wanneer de bepalingen van dit besluit afwijken van de artikelen van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg waarnaar verwezen wordt, dan gelden de bepalingen van dit besluit."

Deze bepaling van het ontwerp, waarvan de Franse lezing een letterlijke, ongelukkige vertaling van de Nederlandse tekst lijkt te zijn, wordt in het verslag aan de Koning als volgt toegelicht :

"Het K.B. van 22 december 2003 gaf nogal wat interpretatieproblemen. Dat KB bepaalde expliciet dat de exacte bewoordingen van het oorspronkelijk KB van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer voorrang hadden op de bewoordingen van het KB van 22 december 2003. Aangezien de bedoelingen die afgeleid werden uit de algemene bewoordingen van het K.B. van 23 december 2003 niet altijd exact overeenkwamen met de bewoordingen van het KB van 1 december 1975 leidde dit tot verwarring.

Daarom wordt nu bepaald dat het KB tot aanwijzing van de overtredingen per graad een KB is dat op zichzelf staat. Dit betekent dat de exacte bewoordingen van het KB zelf worden gebruikt om de overtreding te beoordelen. De verwijzingen naar de relevante bepalingen uit het KB van 1 december 1975 zijn enkel een hulpmiddel. In geval van tegenspraak tussen beide KB's, primeert het KB tot aanwijzing van de overtredingen per graad."

Het zou buitensporig zijn het onderzochte ontwerp een "KB dat op zichzelf staat" te noemen. Aangezien dit ontwerp wordt vastgesteld op basis van een machtiging waardoor de Koning kan bepalen welke overtredingen van de algemene reglementen overtredingen van de tweede, derde en vierde graad vormen ⁽²⁾, kan het immers alleen worden begrepen in samenhang met die onderscheiden algemene reglementen, inzonderheid met het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg.

Het ontworpen besluit moet zich derhalve, gelet op de rechtsgrond ervan, ertoe beperken de overtredingen bepaald bij de algemene reglementen betreffende de politie over het wegverkeer in te delen met toepassing van de criteria voorgeschreven bij het nieuwe artikel 29, § 1, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer.

Zowel om die reden als uit het oogpunt van de rechtszekerheid, die bijzonder belangrijk is in strafzaken, moet artikel 1 van het ontwerp vervallen.

⁽²⁾ Op te merken valt dat de machtiging die artikel 7 van de voornoemde wet van 20 juli 2005 aan de Koning verleent om de overtredingen in verscheidene graden in te delen, nauwkeuriger wordt gedefinieerd dan die welke is vervat in artikel 6 van de wet van 7 februari 2003 houdende verschillende bepalingen inzake verkeersveiligheid, zulks als gevolg van de arresten van het Arbitragehof nr. 27/2005 van 2 februari 2005 en nr. 137/2005 van 19 juli 2005.

Artikel 2

In de inleidende zin van artikel 2 van het ontwerp is het onnodig de voorgeschiedenis te vermelden van de wijzigingen die zijn aangebracht in artikel 29 van de voornoemde wet betreffende de politie over het wegverkeer.

Artikel 3

1. Volgens artikel 3, 19°, is het niet gebruiken van de lichten voor motorvoertuigen, zoals voorgeschreven in artikel 30.1. en 30.3.2° van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1975, een overtreding van de derde graad.

Het niet doven van de grootlichten van een motorvoertuig en het niet vervangen ervan door de dimlichten in de gevallen genoemd in artikel 30.1.1°, a, b en c, van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1975 wordt in artikel 2, 21°, van het ontwerp evenwel reeds bestempeld als een overtreding van de tweede graad.

Derhalve moet artikel 2, 21°, of artikel 3, 19°, van het ontwerp worden gewijzigd, teneinde te voorkomen dat eenzelfde overtreding zowel als een overtreding van de tweede graad als een overtreding van de derde graad kan worden beschouwd.

Bovendien is het de Raad van State niet duidelijk in welk opzicht het verantwoord zou zijn dat een overtreding van de verplichting voorgeschreven bij artikel 30.1.1°, d, van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1975 wordt beschouwd als een overtreding van de derde graad, terwijl de overtredingen voortvloeiend uit artikel 30.1.1°, a, b en c, slechts overtredingen van de tweede graad vormen.

2. Indien zulks wel degelijk de bedoeling van de steller van het ontwerp is ⁽³⁾, hoeft in artikel 3, 30°, alleen te worden verwezen naar artikel 40^{ter}, eerste tot vierde lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1975.

⁽³⁾ Zoals kan worden opgemaakt uit de omstandigheid dat de overtreding omschreven in artikel 40.5 van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1975 niet wordt beschouwd als een overtreding van de derde graad.

3. In artikel 3, 37°, van het ontwerp leze men "62^{ter} 4° et/en 5°" in plaats van "61^{ter} 4° et/en 5°".

Artikel 4

1. Artikel 4, 7°, van het ontwerp schrijft voor dat het zonder een speciale toelating van de wettelijke gemachtigde overheid houden van snelheids- en sportwedstrijden, inzonderheid snelheids-, regelmatigheids- of behendighedsritten of -wedstrijden, op de openbare weg (artikelen 21.6.4° en 50 van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1975) een overtreding van de vierde graad vormt.

De vraag rijst voor de steller van het ontwerp of het verantwoord is het verbod om op autosnelwegen technische proeven met prototypes van voertuigen te houden (artikel 21.6.3°, van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1975) als een overtreding van de vierde graad te bestempelen.

2. De vraag rijst tevens of iedere overtreding van de artikelen 3, 6, 7 of 8 van het koninklijk besluit van 28 november 1997 houdende de reglementering van de organisatie van sportwedstrijden of sportcompetities voor auto's die geheel of gedeeltelijk op de openbare weg plaatshebben als een overtreding van de vierde graad moet worden beschouwd, dat wil zeggen een overtreding die rechtens overeenstemt met de criteria bepaald bij het voornoemde nieuwe artikel 29, § 1, eerste lid.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	voorzitter van de Raad van State, voorzitter,
	P. LEWALLE,	staatsraden,
	P. QUERTAINMONT,	
	J.-C. SCHOLSEM,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en Nederlandse de tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

R. ANDERSEN